



Communauté métropolitaine
de Montréal

L'économie MÉTROPOLITAINE

Trimestriel

- **Baisse de l'emploi qui s'étend à Montréal**
- **Ajustement au dollar fort**
- **Recul des services professionnels, financiers et de l'information**
- **Chute de l'aéronautique**
- **Reprise des investissements manufacturiers**
- **Longueuil et la couronne Sud : des indicateurs favorables**
- **Poussée des ventes au détail**
- **Portrait : Le redressement inégal de l'aéronautique montréalaise (p. 4)**

L'économie métropolitaine décrit de manière concise l'évolution à court terme des principaux agrégats économiques et les faits saillants du trimestre. Dans les tableaux synthèses que le lecteur trouvera à la fin du document, le bulletin offre les statistiques économiques courantes de la région métropolitaine de Montréal et de ses cinq secteurs : Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud. *L'économie métropolitaine* est disponible sur le site Internet de la Communauté métropolitaine de Montréal à l'adresse suivante : www.cmm.qc.ca.

Formée du territoire de 63 municipalités, la CMM regroupe 3,4 millions d'habitants, soit près de la moitié de la population du Québec. Elle est un organisme de planification, de coordination et de financement métropolitains.

Recul de l'emploi

L'emploi diminue de 0,5 % dans la région métropolitaine au deuxième trimestre. Cette baisse résulte en grande partie des difficultés que les exportateurs éprouvent en raison de l'appréciation du dollar canadien. L'emploi dans la fabrication de biens durables rechute, particulièrement en aéronautique qui subit le contrecoup des ennuis financiers des transporteurs aériens américains.

L'emploi diminue dans l'ensemble du Québec mais augmente en Amérique du Nord, y compris à Toronto, qui fait face pourtant aux mêmes contraintes de compétitivité que Montréal sur le marché américain.

Baisse de la qualité de l'emploi

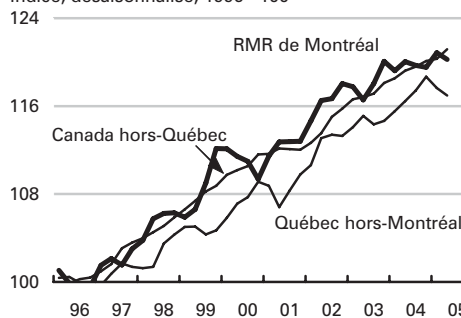
Le recul de l'emploi se fait dans les postes à temps plein (-1,4 %). Le taux de chômage reste inchangé à 8,3 %. Par contre, le taux d'activité diminue de 0,6 point de pourcentage et atteint 66,8 %. Les Montréalais qui ont perdu leur emploi n'en cherchent pas d'autres, soit qu'ils se sont retirés du marché du travail, soit qu'ils attendent que leur employeur les rappelle.

L'ajustement au dollar fort se poursuit

L'appréciation du huard incite les exportateurs montréalais à améliorer leur productivité. Les manufacturiers augmentent donc leurs investissements en équipement et en machinerie pour la deuxième année consécutive.

Emploi

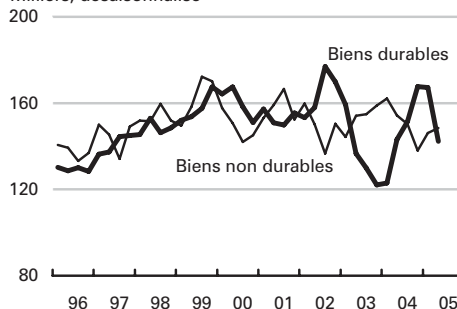
Indice, désaisonnalisé, 1996=100



Source : Statistique Canada

Emploi, fabrication, RMR de Montréal

Milliers, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

SECTEURS ÉCONOMIQUES

Services de l'information turbulents

La faiblesse de l'emploi est répandue à plusieurs secteurs économiques dans la région métropolitaine, en particulier la production de biens durables et les services de l'information. L'emploi en information, en forte hausse au cours des trois trimestres précédents, recule brusquement au second trimestre. L'arrivée de la téléphonie Internet introduit de nouveaux joueurs et force les fournisseurs existants à s'ajuster. Notons aussi qu'Ericsson a annoncé la suppression de 300 emplois dans ses installations montréalaises d'ici la fin de l'année.

Faiblesse des services professionnels et financiers

L'expansion des services professionnels, observé depuis deux ans, s'interrompt au deuxième trimestre. Une part du recul vient des services informatiques. Selon un sondage réalisé au début de l'année par la société d'études de marché Ipsos-Reid, les pressions que ressentent les entreprises canadiennes pour réduire leurs coûts devraient les inciter à diminuer leurs dépenses en services de TI de 4 % en 2005.

Les services financiers réduisent leur personnel pour le deuxième trimestre d'affilée. Ceci est surprenant vu leur santé financière et celle de leurs clients. La hausse des investissements stimule les prêts aux entreprises tandis que le crédit aux consommateurs croît à un rythme ralenti, avec la demande résidentielle.

Recul du secteur public et parapublic

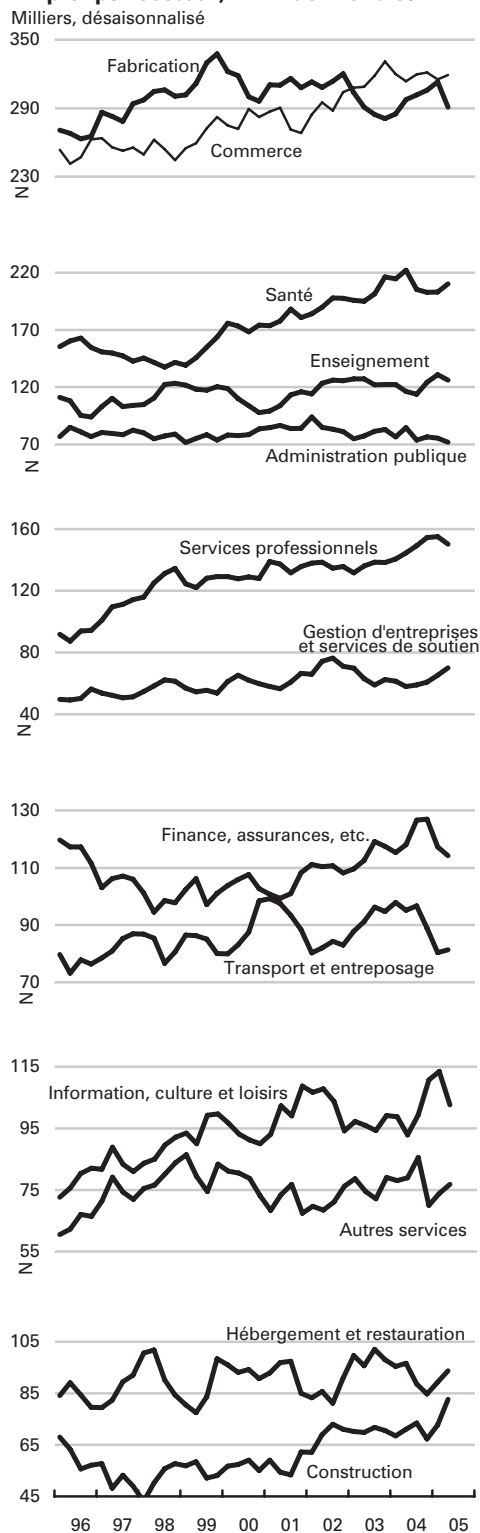
Les services publics et parapublics, qui avaient soutenu la croissance de 2000 à 2003, sont faibles depuis un an. Au deuxième trimestre, le recul de l'emploi touche l'enseignement et l'administration publique.

Force de la construction et de la gestion d'entreprises

Les principaux soutiens de l'emploi au second trimestre sont la construction et la gestion d'entreprises, dont les effectifs grimpent de 14 % et 7 % respectivement. La gestion d'entreprises se relève de la vague de fusions et d'acquisitions qui avait réduit, de 2002 à 2004, le nombre de sièges sociaux de la métropole. Dans la construction, selon les données sur les heures travaillées de la Commission de la construction du Québec, tous les secteurs embauchent, excepté le génie civil et la voirie.

À part les services de l'information, les services à la consommation embauchent, en particulier l'hébergement et la restauration.

Emploi par secteur, RMR de Montréal



Source : Statistique Canada

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Chute de l'aéronautique

Le recul de l'emploi manufacturier provient principalement de la fabrication de matériel de transport¹. Les problèmes financiers des transporteurs aériens américains, qui sont les principaux acheteurs d'avions régionaux montréalais, ainsi que les pénuries de certaines matières premières, réduisent la production aéronautique de la métropole.

Le programme de réduction de la main-d'œuvre que Bombardier a adopté en novembre 2004 fait sentir ses effets au second trimestre de 2005. Bombardier diminue la cadence de production de ses avions régionaux, particulièrement les plus petits avions.

Les livraisons d'hélicoptères et de pièces d'avion diminuent également au deuxième trimestre, le résultat possiblement d'un allongement des délais de livraison des matières premières. Ceci dit, hormis les avions régionaux, tous les segments de l'aéronautique métropolitaine sont en redressement (voir le portrait p. 4).

Les principales industries de biens durables sont en recul, excepté celle des produits métalliques. Après une brève remontée au début de l'année, les livraisons de matériel de communication reculent de nouveau.

Maintien de l'emploi dans les biens non durables

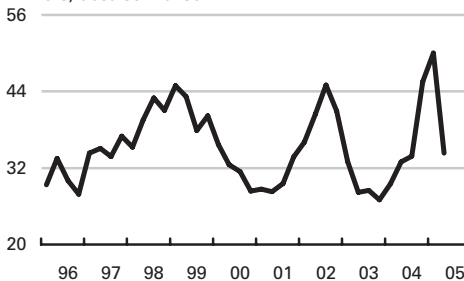
L'emploi se maintient dans l'industrie des biens non durables. La chute des effectifs dans l'industrie du vêtement s'est arrêtée. Cependant, les livraisons continuent à reculer. Elles diminuent de manière quasi continue depuis la fin de 2000. Du dernier trimestre de 2004 au deuxième trimestre 2005, le recul atteint 10 %.

La principale faiblesse de l'emploi provient des industries des produits chimiques et des aliments et boissons. Les livraisons de produits pharmaceutiques diminuent de 9 % au second trimestre. La production d'aliments et de boissons plafonne depuis la fin de 2004 : emploi et production reculent au deuxième trimestre.

1. L'emploi dans le matériel de transport chute de 31 % au deuxième trimestre après une poussée de 48 % les deux trimestres précédents. Les estimés de l'emploi, qui proviennent de l'Enquête sur la population active, sont volatils à cause de la faible taille de l'échantillon. La forte fluctuation, qui peut être causée par l'échantillon, rend les données plus difficiles à interpréter. Néanmoins, le sens de l'évolution de la série statistique est considéré comme correct.

Emploi, matériel de transport, RMR de Montréal

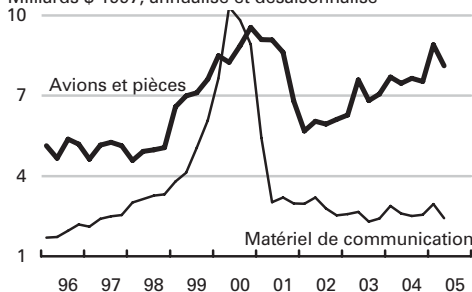
Milliers, désaisonnalisés



Source : Statistique Canada

Livraisons, biens durables¹

Milliards \$ 1997, annualisé et désaisonnalisé

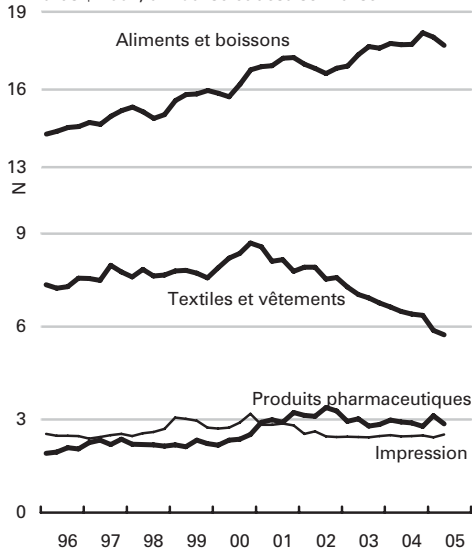


1. Livraisons du Québec pour des industries importantes de Montréal

Source : Statistique Canada

Livraisons, biens non durables¹

Milliards \$ 1997, annualisé et désaisonnalisé



1. Livraisons du Québec pour des industries importantes de Montréal

Source : Statistique Canada

PORTRAIT: Le redressement inégal de l'aéronautique montréalaise

Reprise hésitante

Depuis 2004, l'industrie aéronautique montréalaise reprend du poil de la bête. Cependant, l'appréciation du huard et des matières premières réduit les marges bénéficiaires de l'industrie. De plus, les longs délais de livraison des matières premières ralentissent la production de certains produits aéronautiques.

La région métropolitaine de Montréal concentre 95 % de la production aéronautique du Québec et celle-ci est presque entièrement exportée. Les exportations québécoises décrivent donc adéquatement la production aéronautique de la métropole et serviront ici à décrire les différents segments de l'industrie.

Les moteurs propulsent l'aéronautique

Les moteurs d'avion sont le créneau le plus dynamique de l'industrie aéronautique métropolitaine à l'heure actuelle. Les exportations de moteurs devraient grimper de 14 % par an de 2003 à 2005. Au début de 2003, Cessna et Eclipse ont choisi Pratt & Whitney pour motoriser leurs avions.

Développement d'hélicoptères

La production d'hélicoptères a repris en 2004, mais est temporairement freinée en 2005. La hausse des commandes suscite l'embauche de 600 employés. Bell Helicopter développe une nouvelle famille d'hélicoptères, les MAPL, au coût de 700 M \$.

Simulateurs de vol : la reprise débute

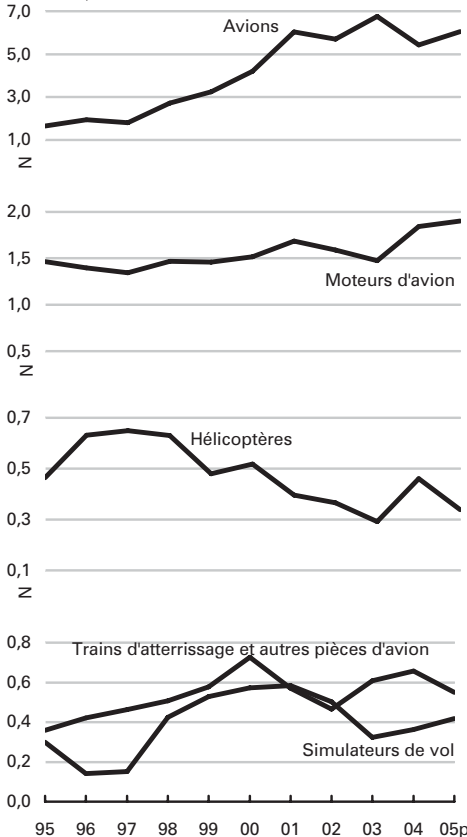
CAE, le plus grand producteur mondial de simulateurs de vol, émerge d'une vague de rationalisations. La dernière a entraîné la mise à pied de 450 travailleurs au début de l'année. Le rebond du trafic aérien commence à se transmettre à la demande de simulateurs de vol. Par ailleurs, les livraisons de trains d'atterrissage et d'autres pièces d'avion ralentissent en 2005 après deux années de croissance.

Popularité des avions d'affaires mais difficultés des avions régionaux

La plus grande entreprise aéronautique de la région métropolitaine, Bombardier, éprouve des difficultés. La production de réactés régionaux, qui avait été le principal moteur de l'aéronautique dans les années 90, diminue de 20 % par an en 2004 et 2005. Bombardier doit réduire ses livraisons à des transporteurs aériens américains qui se sont mis sous la protection de la loi sur la faillite. Par contre, poussée par la hausse des bénéfices des entreprises, la demande d'avions d'affaires permet à Bombardier d'afficher une croissance légère en 2005.

Exportations aérospatiales du Québec

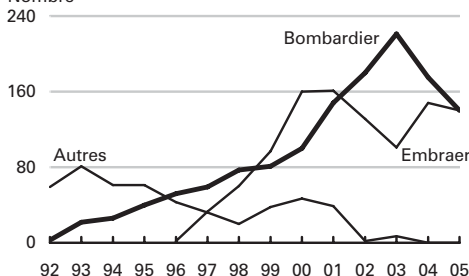
Milliards \$ de 1997



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec

Livraisons mondiales de réactés régionaux

Nombre



Sources : Stanford Transportation Group et Speed News.

Pour répondre au déplacement de la demande vers des avions plus grands et faire face à la concurrence de l'avionneur brésilien Embraer, Bombardier étudie le développement d'une nouvelle famille d'avions de 110-130 places, la CSeries.



SECTEURS RÉGIONAUX

Ralentissement de Montréal

Le ralentissement de l'emploi, qui, depuis le début de 2004, touchait surtout la banlieue, s'étend à Montréal en 2005. Les difficultés de l'aéronautique et de la fabrication de biens durables affectent l'Ouest de Montréal et la couronne Nord. La faiblesse des services professionnels, financiers et de l'information affecte un peu plus Montréal que le reste de la région métropolitaine. Aussi, au deuxième trimestre, le taux d'emploi diminue légèrement à Montréal ainsi qu'à Longueuil et dans les couronnes.

L'extension du ralentissement économique à Montréal met fin à la baisse des clientèles des programmes sociaux. Celles-ci, qui diminuaient de manière continue depuis un an et demi, demeurent inchangées au deuxième trimestre. L'indicateur de dépendance sociale² reste stable également à Laval et à Longueuil.

L'indicateur de dépendance sociale diminue dans les couronnes. Dans la couronne Nord, la baisse contrebalance la hausse du début de l'année. L'indicateur de dépendance sociale demeure au même niveau qu'à la fin de 2004.

Amélioration de la couronne Sud

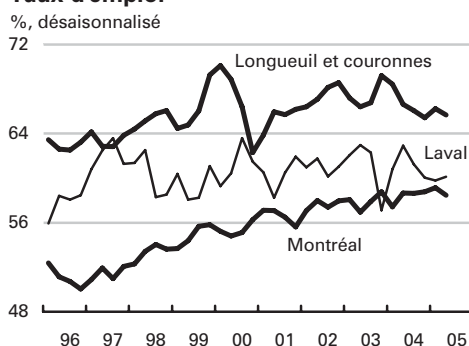
Dans la couronne Sud, l'indicateur de dépendance sociale diminue de 2,0 % au deuxième trimestre, la meilleure performance dans la région métropolitaine. Depuis un an, c'est dans la couronne Sud que l'indicateur diminue le plus, une baisse de 11,7 %.

Bureaux en demande dans le centre-ville et à Longueuil

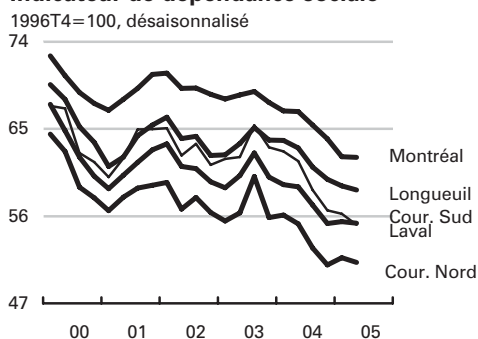
La demande de bureaux a été concentrée au centre-ville et à Longueuil pendant les six premiers mois de 2005. Plusieurs locations d'envergure ont été conclues dans le centre-ville : la Ville de Montréal dans la Cité Multimédia, Valeurs Mobilières Desjardins au Windsor et Ernst & Young au 800 René-Lévesque.

Le quartier du métro de Longueuil attire des entreprises, comme BCE Emergis qui s'est établie au Complexe Métro. Comme le marché des bureaux de Longueuil est relativement petit (2,3 millions de pieds carrés, soit moins de 5 % du stock métropolitain), une seule transaction d'envergure suffit à faire bouger le marché.

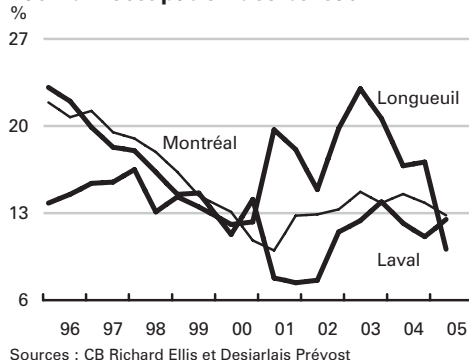
Taux d'emploi



Indicateur de dépendance sociale



Taux d'inoccupation des bureaux



2. $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$.

INVESTISSEMENT

Les immobilisations n'augmentent pas

Après une forte croissance en 2004, les dépenses d'immobilisation devraient peu changer en 2005. Le niveau total des immobilisations, estimées par l'Institut de la statistique du Québec et ajustées par la CMM, devrait diminuer de 1 % en dollars constants dans la région métropolitaine de Montréal en 2005 après avoir bondi de 18 % en 2004. La modération touche autant le secteur privé que public.

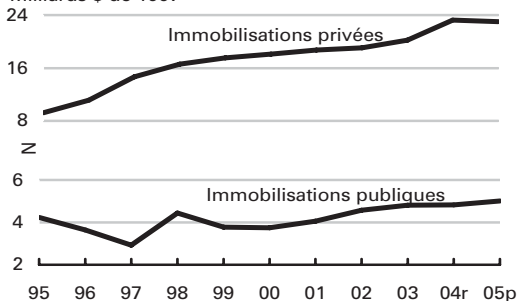
La construction résidentielle ralentit

Les résultats totaux masquent cependant des différences importantes. La construction diminuera tandis que les dépenses d'équipement poursuivront sur leur lancée de l'an dernier.

Le ralentissement des mises en chantier provoque une baisse des dépenses de construction. Cependant, celles des hôpitaux et des universités augmentent. Puisque les décisions touchant les mégahôpitaux et le campus de l'Université de Montréal n'étaient pas prises au moment où l'enquête sur les intentions d'investir était tenue, la hausse des dépenses devrait être plus forte que prévue.

Immobilisations, région de Montréal¹

Milliards \$ de 1997



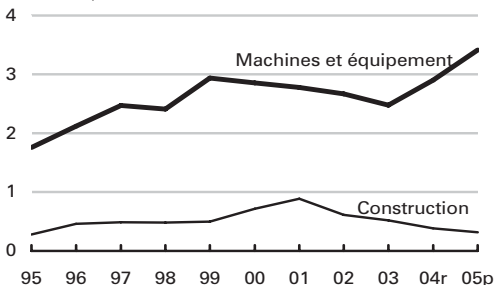
1. Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec, ajusté par la CMM

Immobilisations, région de Montréal¹

Fabrication et construction

Milliards \$ de 1997



1. Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec, ajusté par la CMM

Les entreprises de services

investissent moins, surtout à Montréal

Les immobilisations des services ralentissent en 2005. La majorité des services, qui avaient relancé leurs investissements en 2004, les réduisent en 2005. Ce ralentissement touche davantage Montréal alors que la baisse des mises en chantier affecte davantage les banlieues.

Les manufacturiers s'équipent

Les entreprises augmentent depuis deux ans leurs achats d'équipement. Les dépenses en machines et équipement ont grimpé de 19 % en 2004 et devraient augmenter de 7 % en 2005. En particulier, celles du secteur secondaire progressent de 17 % par an depuis deux ans. Contraints par l'appréciation du dollar canadien qui a réduit leur compétitivité sur les marchés étrangers, les exportateurs montréalais doivent investir pour améliorer leur productivité. Heureusement, puisque le gros des machines et de l'équipement est importé, l'investissement coûte moins cher.

Immobilisations par région et par secteur

Millions \$

Région et secteur	2003	2004r	2005p
RMR de Montréal	18 713a	22 398a	22 232a
Secteur primaire	230	203	182
Fabrication et construction	2 280a	2 402a	2 587a
Aliments et boissons	240e	230e	250e
Textile et vêtement	80e	70e	80e
Papier	129a	70	89
Imprimerie	67	57	91
Industrie chimique	281	399	378
Caoutchouc et plastique	104	63	68
Métaux (première transf.)	57a	98a	85a
Produits métal. et machines	125	160	149
Produits électroniques	151	134	176
Matériel de transport	231	125	92
Autres ind. et construction	814	993	1 126
Secteur tertiaire	9 150	10 502	10 528
Services publics	655	945	715
Commerce	1 220	1 175	1 153
Transport	1 088	1 242	1 367
Information et culture	473	591	595
Finances, ass. et immob.	1 402	1 921	2 022
Serv. professionnels et gestion	409	471	441
Serv. administratifs et soutien	113	128	129
Enseignement	789	943	927
Santé et services sociaux	413	539	525
Hébergement et restauration	184	205	237
Loisirs et autres services	427	337	256
Administration publique	1 978	2 006	2 161
Habitation	7 053	9 291	8 935
Régions administratives			
Montréal	10 661a	12 390a	11 859a
Laval	1 654	2 351	2 436
Laurentides et Lanaudière	5 607	6 470	6 425
Montérégie	7 388a	8 560a	9 180a

a : données de l'ISQ ajustées par la CMM.

e : estimation; p : perspectives; r : dépenses réelles provisoires.

Source : Institut de la statistique du Québec



IMMOBILIER ET CONSTRUCTION

Santé de l'immobilier industriel, surtout à Longueuil et dans la couronne Sud

La construction demeure soutenue dans la région métropolitaine. La croissance la plus forte provient du secteur industriel, où la valeur des permis de construction bondit de 95 % au deuxième trimestre. La société Alcools de commerce a commencé le chantier de son usine d'éthanol à Varennes (110 M \$). Non loin de là, mais hors de la région métropolitaine proprement dite, les travaux ont débuté chez QIT-Fer et Titane à Sorel-Tracy (490 M \$). De plus, plusieurs centres de distribution et d'entreposage sont en chantier, en particulier à Saint-Laurent.

Globalement, le marché industriel s'active. La demande de locaux industriels grimpe de manière continue depuis deux ans. Pendant les six premiers mois de 2005, elle a augmenté dans la plupart des quartiers industriels, avec de fortes hausses dans Longueuil et l'Ouest de Montréal. Le taux d'inoccupation diminue donc de 7,6 % au quatrième trimestre 2004 à 6,5 % au deuxième trimestre 2005. L'inoccupation se concentre dans les immeubles à utilisateurs multiples (taux d'inoccupation de 15 %).

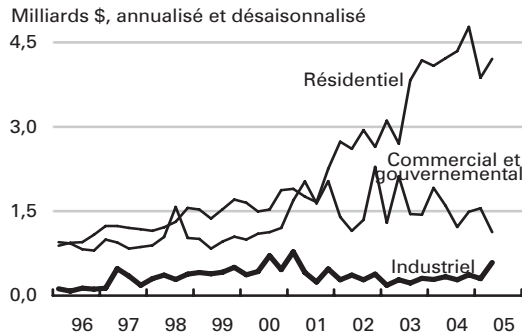
Le marché résidentiel se maintient

Après un boom de 5 ans, la construction résidentielle plafonne. Le nombre de logements mis en chantier augmente légèrement mais demeure inférieur de 12 % au niveau atteint en 2004.

De manière similaire, la demande de logements a atteint un plateau. À la baisse au premier trimestre, les ventes sur le réseau SIA-MLS augmentent à nouveau au deuxième trimestre. L'offre, qui avait atteint un sommet à l'été 2004, est revenue à un niveau plus stable. Le stock de logements invendus continue à croître mais à un rythme plus lent. Le nombre d'inscriptions SIA-MLS, qui avait bondi de 13 % à l'été 2004, n'augmente que de 3 % au deuxième trimestre 2005.

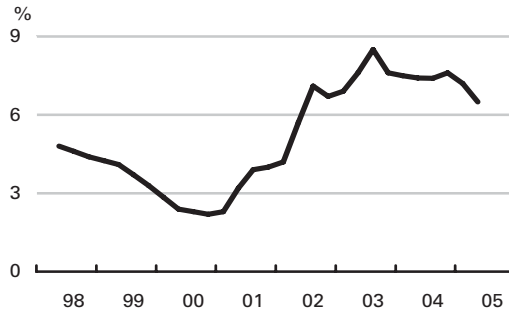
La hausse du prix des résidences sur 12 mois, qui atteignait 17 % il y a 1 an, a ralenti à 6 %. C'est à Montréal que les ventes et la construction de logements ralentissent le plus. La hausse des prix sur 12 mois est uniquement de 1 %. Le prix des copropriétés y diminue même de 1 %. Les quartiers centraux, en particulier, sont devenus des marchés équilibrés, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Permis de construction, RMR de Montréal



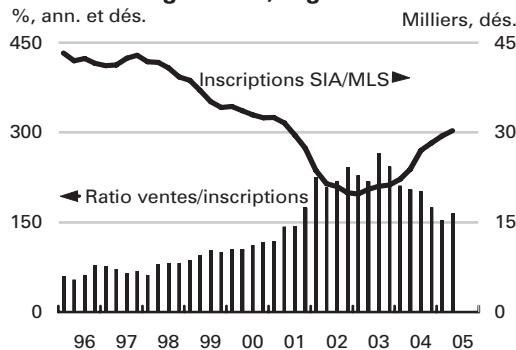
Source : Statistique Canada

Taux d'inoccupation, locaux industriels, RMR de Montréal



Source : CB Richard Ellis

Ventes de logements, région de Montréal



Source : Chambre immobilière du Grand Montréal

CONSOMMATION ET TOURISME

Croissance soutenue des ventes au détail

La croissance de la consommation a été soutenue depuis le début de l'année. Les ventes au détail ont augmenté de 2,2 % au deuxième trimestre dans la région métropolitaine, un rythme à peine supérieur à celui du trimestre précédent. Une partie de la croissance provient des automobiles et de la hausse du prix de l'essence, qui a gonflé le chiffre d'affaires des stations service. Également, les propriétaires résidentiels aménagent leur nouveau logement, stimulant les achats de quincaillerie, de meubles et d'appareils ménagers.

Moins de visiteurs étrangers

Le secteur touristique subit la baisse du nombre de visiteurs étrangers depuis le début de l'année. Le nombre de touristes étrangers entrés au Québec diminue de 2 % au deuxième trimestre.

Les hôtels ont donc de la difficulté à remplir leurs chambres. Le taux d'occupation des hôtels demeure inférieur à son niveau de l'an dernier. Ailleurs au Canada, les grands centres-villes ont aussi une performance mitigée; leur taux d'occupation augmente faiblement par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier.

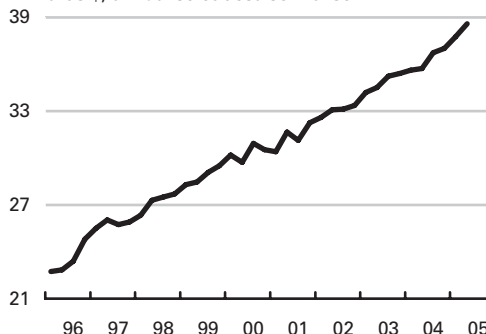
Transport freiné

La réduction du tourisme étranger a mis le frein sur le trafic dans les aéroports. En pleine croissance depuis deux ans, le trafic à l'aéroport Montréal-Trudeau est demeuré inchangé au deuxième trimestre.

Les indicateurs de transport plafonnent de manière générale. Dans le port de Montréal, le volume élevé du trafic au début de l'année, combiné à des pénuries de main-d'œuvre et aux retombées de la grève des camionneurs de Vancouver, a entraîné une congestion. Les délais de livraison ont augmenté. Le trafic portuaire diminue de 16 % au deuxième trimestre après une croissance de 14 % au premier trimestre. Le recul, concentré dans le vrac, affecte aussi le trafic de conteneurs, qui se contracte de 6 %.

Ventes au détail¹, RMR de Montréal

Milliards \$, annualisé et désaisonnalisé



1. Données estimées avant 2004 Source : Statistique Canada

Trafic dans les aéroports de Montréal

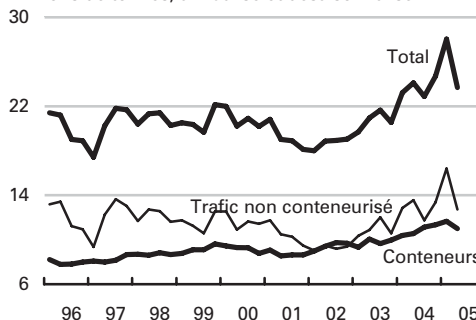
Millions de passagers, annualisé et désaisonnalisé



Source : Aéroports de Montréal

Trafic dans le port de Montréal

Millions de tonnes, annualisé et désaisonnalisé



Source : Port de Montréal

Indicateurs économiques de la RMR de Montréal, trimestriels

	Unité	2003				2004				2005	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Désaisonnalisé											
Marché du travail											
Moyenne											
Population active	000	1 960	1 961	1 980	1 997	1 971	1 976	1 978	1 990	1 992	1 982
Emploi	000	1 780	1 762	1 785	1 815	1 802	1 815	1 810	1 807	1 827	1 818
Taux d'emploi	%	61,8	61,0	61,6	62,4	61,8	62,0	61,6	61,3	61,8	61,3
Taux de chômage	%	9,2	10,1	9,9	9,1	8,6	8,1	8,5	9,2	8,3	8,3
Assurance-chômage (1,3)	000	57,6	59,7	63,5	60,8	60,8	60,8	57,4	54,5	54,1	54,8
Aide sociale (1,4,e)	000	89,9	89,6	88,8	87,8	86,9	86,5	86,1	85,6	83,7	82,5
Immobilier											
Total											
Permis de construction	M \$	1 150	1 270	1 370	1 480	1 570	1 540	1 460	1 660	1 430	1 480
Mises en chantier	Nombre	5 100	5 400	7 000	7 000	6 500	7 700	6 800	7 300	5 600	6 200
Ventes de résidences (SIA/MLS,1)	Nombre	11 200	11 200	14 000	12 900	11 700	12 200	13 600	12 300	11 300	12 500
Autres											
Total											
Ventes au détail (1)	M \$	8 550e	8 628e	8 807e	8 851e	8 906	8 929	9 185	9 257	9 442	9 650
Trafic du port, total (1)	000 t	4 924	5 235	5 411	5 135	5 804	6 028	5 718	6 176	7 014	5 921
Conteneurs (1)	000 t	2 335	2 517	2 411	2 492	2 592	2 640	2 782	2 837	2 913	2 745
Trafic des aéroports (1)	000 pass.	2 215	2 093	2 271	2 396	2 530	2 577	2 624	2 600	2 728	2 721
Taux d'occupation des hôtels (1)	Moy., %	67,4	64,2	61,9	65,8	66,3	66,5	68,0	66,1	64,1	66,2
Non désaisonné											
Marché du travail											
Moyenne											
Population active	000	1 939	1 971	2 000	1 989	1 949	1 986	1 997	1 984	1 971	1 990
Emploi	000	1 753	1 773	1 802	1 816	1 774	1 825	1 826	1 810	1 803	1 824
Taux d'emploi	%	60,8	61,4	62,2	62,5	60,8	62,4	62,2	61,4	61,0	61,5
Taux de chômage	%	9,6	10,1	9,9	8,7	9,0	8,1	8,6	8,8	8,5	8,3
Assurance-chômage (3)	000	68,1	54,4	64,0	55,1	71,3	55,5	57,9	48,8	64,6	49,5
Aide sociale (4,e)	000	91,0	89,9	87,9	87,3	88,0	86,8	85,2	85,1	84,8	82,7
Emploi sectoriel											
Moyenne											
Construction	000	64	73	75	71	62	74	77	68	66	86
Fabrication	000	298	287	290	284	280	294	308	309	307	287
Biens durables	000	156	134	133	123	120	141	156	170	164	140
Biens non durables	000	142	153	157	161	159	153	152	140	144	148
Commerce	000	304	311	318	333	315	316	320	324	311	321
Transport et entreposage	000	85	94	98	93	95	98	98	87	78	84
Finance, assurances, imm. et location	000	110	113	121	115	116	118	129	124	118	115
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	132	137	140	136	141	146	150	151	156	152
Gestion et soutien à la gestion	000	65	63	64	62	57	58	64	60	61	70
Enseignement	000	132	127	113	127	127	116	106	128	136	126
Santé et assistance sociale	000	197	192	202	217	216	219	206	204	205	207
Information, culture et loisirs	000	94	96	98	99	95	93	103	111	110	103
Hébergement et restauration	000	98	101	102	96	94	102	88	83	88	99
Autres services	000	78	76	71	79	77	81	84	70	73	79
Administration publique	000	74	80	83	80	76	88	75	74	75	74
Construction											
Total											
Logements mis en chantier	Nombre	4 128	6 688	6 481	7 024	5 492	9 432	6 340	7 409	4 416	7 579
Permis de construction	M \$	982	1 480	1 268	1 548	1 306	1 772	1 370	1 784	1 161	1 684
Résidentiel		716	827	831	1 079	917	1 227	969	1 244	815	1 220
Commercial		173	361	260	289	218	270	216	287	237	247
Industriel		46	70	56	77	71	85	70	93	76	140
Institutionnel et gouvernemental		47	222	120	104	100	190	116	161	33	78
Immobilier											
Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	13 454	13 123	9 975	11 235	14 391	14 320	9 699	10 797	13 903	14 791
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%				1,0				1,5		
Taux d'inoccupation, bureaux	%	14,9	14,9	14,3	14,1	14,6	14,5	14,2	13,9	13,3	12,7
Grand centre-ville	%	13,9	13,6	13,0	12,5	13,5	13,8	13,4	13,0	12,0	11,5
Périphérie et banlieue	%	17,2	17,7	17,0	17,4	16,9	16,0	15,7	15,5	16,0	15,1
Taux d'inoccupation, industriel	%	6,9	7,6	8,5	7,6	7,5	7,4	7,4	7,6	7,2	6,5
Prix et taux d'intérêt											
Moyenne											
Prix à la consommation, indice	1992=100	118,6	118,2	118,3	118,6	119,7	120,7	120,9	121,7	122,1	123,1
Hausse en 1 an	%	3,9	2,7	1,6	1,3	0,9	2,1	2,2	2,6	2,0	2,0
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	156,2	165,3	171,9	177,7	178,9	192,6	190,4	193,0	195,0	204,4
Prêts hypothécaires, 5 ans	%, fin	6,85	5,80	6,30	6,45	5,70	6,70	6,30	6,05	6,25	5,70
Autres											
Total, M \$											
Ventes au détail		7 469e	9 332e	8 902e	9 145e	7 787	9 646	9 281	9 567	8 262	10 419
Faillites personnelles	Nombre	2 807	2 926	2 698	2 779	2 965	2 905	2 753	2 779	2 801	2 889
Faillites commerciales	Nombre	268	253	206	211	272	208	189	204	208	193
Faillites, passif total	M \$	727	356	426	443	416	345	302	323	274	443
Trafic du port, total	000 t	3 982	5 554	5 859	5 385	4 645	6 382	6 150	6 460	5 621	6 270
Conteneurs	000 t	2 212	2 614	2 388	2 541	2 469	2 737	2 759	2 886	2 790	2 842
Trafic des aéroports	000 pass.	2 174	2 068	2 531	2 191	2 486	2 541	2 928	2 381	2 678	2 684
Taux d'occupation des hôtels	%	54,6	68,8	73,8	60,7	53,8	71,1	81,1	60,8	52,1	70,5

Notes et sources à la fin des tableaux

Indicateurs économiques de Montréal et de Laval, trimestriels

	Unité	2003				2004				2005	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Montréal											
Désaisonné (1)											
Indicateur de dépendance sociale (2)	Moyenne										
Assurance-chômage (3)	%	7,74	7,79	7,83	7,70	7,60	7,59	7,44	7,27	7,07	7,06
Aide sociale (4)	000	30,5	31,6	33,0	32,2	31,7	32,1	30,5	28,7	27,6	28,6
	000	69,9	69,5	68,9	68,1	67,3	67,0	66,6	66,4	64,9	64,0
Non désaisonné											
Marché du travail											
Population active	Moyenne										
Emploi	000	996	1 014	1 033	1 008	981	1 013	1 031	1 027	1 020	1 031
Taux d'emploi	%	885	890	906	905	880	921	924	912	913	926
Taux de chômage	%	57,3	57,5	58,5	58,4	56,7	59,3	59,2	58,4	58,3	59,1
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	11,1	12,3	12,3	10,3	10,3	9,1	10,4	11,2	10,5	10,2
Assurance-chômage (3)	%	8,10	7,69	7,81	7,47	7,96	7,49	7,42	7,04	7,42	6,95
Aide sociale (4)	000	34,6	30,1	33,1	29,5	35,8	30,6	30,6	26,1	31,7	27,0
	000	70,5	69,7	68,5	67,7	67,9	67,2	66,3	66,0	65,5	64,2
Immobilier et construction											
Logements mis en chantier	Total										
Permis de construction	Nombre	1 436	1 724	1 979	2 215	2 160	3 362	2 445	2 845	1 478	2 213
Résidentiel	M \$	309	763	422	643	548	638	557	747	400	606
Commercial		181	274	228	396	330	344	360	409	196	347
Industriel		87	262	97	162	139	138	94	153	132	138
Institutionnel et gouvernemental		10	39	25	29	29	34	41	47	46	60
Ventes de résidences (SIA/MLS)		31	188	72	56	50	123	62	139	26	61
Prix des résidences (SIA/MLS)	Nombre	3 876	4 076	2 954	3 473	4 290	4 392	2 760	3 150	4 012	4 496
Taux d'inoccupation, bureaux	000 \$	215,7	232,9	241,8	247,1	245,5	270,6	271,5	269,9	265,8	274,4
	%		14,7		13,8		14,5		13,8		12,8
Failites personnelles	Nombre	1 507	1 551	1 472	1 519	1 600	1 537	1 473	1 577	1 547	1 520
Laval											
Désaisonné (1)											
Indicateur de dépendance sociale (2)	Moyenne										
Assurance-chômage (3)	%	3,88	3,97	4,12	3,96	3,91	3,89	3,77	3,64	3,65	3,64
Aide sociale (4)	000	5,33	5,54	5,95	5,59	5,53	5,53	5,25	5,02	5,19	5,20
	000	4,22	4,25	4,24	4,23	4,19	4,18	4,18	4,12	4,01	4,00
Non désaisonné											
Marché du travail											
Population active	Moyenne										
Emploi	000	191	199	198	189	191	202	199	195	189	195
Taux d'emploi	000	174	181	185	171	173	183	185	183	173	178
Taux de chômage	%	60,7	61,9	63,4	58,4	59,0	62,2	62,4	61,4	58,0	59,4
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	8,7	9,3	6,8	9,7	9,6	9,3	7,3	6,5	8,4	8,7
Assurance-chômage (3)	%	4,34	3,75	4,10	3,74	4,35	3,68	3,75	3,43	4,10	3,43
Aide sociale (4)	000	6,35	5,02	6,00	5,04	6,55	5,01	5,30	4,47	6,21	4,68
	000	4,32	4,23	4,15	4,24	4,28	4,16	4,09	4,13	4,11	3,98
Immobilier et construction											
Logements mis en chantier	Total										
Permis de construction	Nombre	483	885	631	753	630	1 137	622	676	500	1 272
Résidentiel	M \$	128	76	232	159	181	212	158	295	209	229
Commercial		90	43	146	119	133	149	113	259	159	199
Industriel		28	27	60	35	16	38	40	21	42	16
Institutionnel et gouvernemental		10	4	10	5	3	10	2	9	5	13
Ventes de résidences (SIA/MLS)		0	2	17	1	31	16	3	6	3	0
Prix des résidences (SIA/MLS)	Nombre	1 329	1 112	846	1 095	1 303	1 269	808	992	1 231	1 436
Taux d'inoccupation, bureaux	000 \$	162,0	161,1	166,4	167,7	171,7	188,7	188,3	193,7	189,0	195,9
Failites personnelles	%		12,4		13,9		12,2		11,1		12,5
	Nombre	273	305	247	243	247	261	238	235	244	264

Notes et sources à la fin des tableaux

Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels

	Unité	2003				2004				2005	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Longueuil et couronnes											
Non désaisonné											
Marché du travail (yc Longueuil)											
Population active	Moyenne										
Emploi	000	751	758	769	791	776	771	767	762	761	764
Taux d'emploi	000	694	703	711	741	722	721	718	716	717	721
Taux de chômage	%	66,2	66,8	67,2	69,5	67,4	66,9	66,4	65,9	65,6	65,6
Failites pers. (sans Longueuil)	%	7,6	7,3	7,6	6,3	7,0	6,5	6,5	6,1	5,9	5,7
	Nombre	735	740	727	746	840	785	756	659	716	802

Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels (suite)

	Unité	2003				2004				2005	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Longueuil											
Désaisonnalisé (1)											
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	Moyenne										
Assurance-chômage (3,7)	%	5,06	5,15	5,28	5,18	5,18	5,11	4,95	4,85	4,80	4,76
Aide sociale (4,5,7)	000	5,18	5,40	5,74	5,51	5,59	5,48	5,07	4,86	4,86	4,90
	000	6,48	6,49	6,46	6,45	6,36	6,33	6,36	6,34	6,22	6,10
Non désaisonnalisé											
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	Moyenne										
Assurance-chômage (3,7)	%	5,52	4,93	5,29	4,94	5,63	4,89	4,95	4,61	5,26	4,54
Aide sociale (4,5,7)	000	6,12	4,86	5,85	5,01	6,53	4,93	5,19	4,36	5,79	4,36
	000	6,61	6,53	6,35	6,40	6,48	6,37	6,25	6,29	6,34	6,13
Immobilier et construction											
Logements mis en chantier	Total										
Permis de construction	Nombre	268	685	775	731	337	712	374	670	209	379
Résidentiel	M \$	97	114	163	149	100	169	147	132	69	146
Commercial		70	67	109	102	60	110	80	90	48	114
Industriel		18	24	45	27	32	36	18	34	17	17
Institutionnel et gouvernemental		2	8	3	10	7	3	7	6	2	7
Ventes de résidences (SIA/MLS,10)	Nombre	8	15	5	11	1	21	42	2	2	9
Prix des résidences (SIA/MLS,10)	000 \$	1 124	1 044	706	887	1 161	1 067	707	840	1 071	1 105
Taux d'inoccupation, bureaux	%	144,9	154,9	164,1	165,1	169,6	187,9	182,5	184,4	186,7	195,8
Failites personnelles	Nombre										
		292	330	252	271	278	322	286	308	294	303
Couronne Sud											
Désaisonnalisé (1)											
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	Moyenne										
Assurance-chômage (3,8)	%	3,02	3,02	3,18	3,07	3,05	3,00	2,86	2,76	2,74	2,68
Aide sociale (4,5,8)	000	7,22	7,33	8,02	7,74	7,78	7,67	7,24	7,01	7,09	6,97
	000	3,18	3,15	3,07	3,03	2,98	2,98	2,95	2,87	2,78	2,76
Non désaisonnalisé											
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	Moyenne										
Assurance-chômage (3,8)	%	3,62	2,68	3,18	2,82	3,64	2,67	2,85	2,51	3,32	2,36
Aide sociale (4,5,8)	000	9,21	6,13	8,09	6,87	9,77	6,47	7,31	6,15	9,08	5,77
	000	3,27	3,17	2,98	3,01	3,08	3,00	2,86	2,84	2,88	2,79
Immobilier et construction											
Logements mis en chantier (6)	Total										
Permis de construction (6)	Nombre	661	1 408	1 325	1 475	872	1 597	1 135	1 286	624	1 256
Résidentiel	M \$	177	241	202	224	208	309	191	230	221	295
Commercial		158	201	178	175	189	271	162	194	178	221
Industriel		15	17	9	27	13	22	15	26	29	35
Institutionnel et gouvernemental		3	9	7	18	3	12	11	5	13	35
Ventes de résidences (SIA/MLS,6,10)	Nombre	1	14	7	5	3	5	3	5	1	3
Prix des résidences (SIA/MLS,6,10)	000 \$	1 841	1 601	1 369	1 512	2 055	1 813	1 274	1 428	2 043	1 890
		150,4	160,6	168,6	171,1	176,2	190,8	190,9	190,7	190,6	201,3
Couronne Nord											
Désaisonnalisé (1)											
Indicateur de dépendance sociale (2,9)	Moyenne										
Assurance-chômage (3,9)	%	3,70	3,75	4,00	3,72	3,74	3,68	3,51	3,40	3,45	3,42
Aide sociale (4,5,9)	000	8,15	8,49	9,42	8,55	8,78	8,66	8,09	7,79	8,14	8,08
	000	4,28	4,20	4,18	4,16	4,06	4,04	4,10	4,06	3,94	3,95
Non désaisonnalisé											
Indicateur de dépendance sociale (2,9)	Moyenne										
Assurance-chômage (3,9)	%	4,41	3,35	4,02	3,41	4,44	3,28	3,53	3,09	4,13	3,03
Aide sociale (4,5,9)	000	10,41	7,09	9,60	7,51	11,04	7,26	8,27	6,75	10,40	6,68
	000	4,42	4,23	4,04	4,13	4,20	4,07	3,96	4,03	4,08	3,98
Immobilier et construction											
Logements mis en chantier (6)	Total										
Permis de construction (6)	Nombre	1 280	1 986	1 771	1 850	1 493	2 624	1 764	1 932	1 605	2 459
Résidentiel	M \$	275	287	271	382	269	445	324	381	261	409
Commercial		223	245	193	296	206	356	255	291	234	339
Industriel		24	31	48	39	18	33	53	54	18	40
Institutionnel et gouvernemental		21	8	12	15	30	28	11	27	9	25
Ventes de résidences (SIA/MLS,6)	Nombre	6	3	18	32	15	28	6	9	0	5
Prix des résidences (SIA/MLS,6)	000 \$	2 021	1 636	1 287	1 534	2 110	1 919	1 223	1 461	2 074	1 982
		137,2	147,4	155,4	153,0	161,8	167,9	171,6	171,4	175,6	182,9

- Désaisonnalisé par la CIMM.
- Indicateur de dépendance sociale = $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$.
- Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
- Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.
- Dernier mois du trimestre.
- Selon les limites territoriales de la RIMR de Montréal.
- Ancienne MRC de Champlain (correspond à Longueuil sans Boucherville et Saint-Bruno).
- Somme des MRC de La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Roussillon et Vaudreuil-Soulanges.
- Somme des MRC de Deux-Montagnes, Thérèse-de-Blainville, Mirabel, L'Assomption et Les Moulins.
- Ventes totales de Boucherville et Saint-Bruno, et ventes de plex de Brossard, Greenfield-Park et Saint-Lambert comprises dans la couronne Sud et non dans Longueuil.
- Estimation.

Sources : Statistique Canada, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, CB Richard Ellis, Industrie Canada, Association des hôtels du grand Montréal, Chambre immobilière du Grand Montréal, Desjarlais Prévost, Port de Montréal et Aéroports de Montréal

Lexique

Chômeur. Personne qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Désaisonnalisation. Supprime l'effet des variations répétitives qui se produisent dans l'année, variations causées par des événements annuels réguliers comme l'évolution du climat et les congés fixes.

Emploi (personnes occupées). Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu d'emploi.

Indicateur de dépendance sociale. $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$.

Indice des prix à la consommation. Indice qui mesure la variation dans le temps du coût à l'achat d'un «panier» constant de biens et services. Il mesure donc le mouvement des prix.

Mise en chantier. Désigne le début des travaux de construction, généralement après la mise en place de la semelle de béton.

Population active. Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Prix (ou dollars) constants. Prix d'une période choisie comme base, qui mesurent la valeur réelle des biens et services. Toute variation de la valeur réelle provient exclusivement de la variation des quantités physiques.

Prix (ou dollars) courants. Prix de la période courante, qui mesurent la valeur nominale des biens et services. Toute variation de la valeur nominale provient des variations combinées des prix et des quantités physiques.

Note explicative

L'économie métropolitaine décrit, chaque trimestre, l'évolution économique de l'agglomération de Montréal et de ses cinq secteurs, Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud.

L'information sur l'économie urbaine est incomplète car les statistiques sont agrégées en priorité à l'échelle nationale et provinciale. Lorsqu'il n'existe pas d'information sur la région métropolitaine de Montréal, les données disponibles pour l'unité spatiale la plus proche, le Québec ou le Canada, sont utilisées.

Les organismes producteurs de statistiques désaisonnalisent peu les données régionales. Nous le faisons dans certains cas. Au-

Produit intérieur brut (PIB). Valeur de tous les biens et services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays (région, province) au cours d'une période donnée (année, trimestre).

Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal. Région qui comprend les villes de Montréal, Laval et Longueuil, la couronne Nord (jusqu'à Saint-Placide, Saint-Jérôme, Mascouche et L'Assomption) et la couronne Sud (jusqu'à Hudson, Beauharnois, Saint-Isidore, Saint-Constant, La Prairie, Chambly, Mont-Saint-Hilaire, Belœil et Varennes); 4 047 km²; 3 426 000 h en 2001.

La **Communauté métropolitaine de Montréal** englobe le territoire de la RMR de Montréal moins les municipalités de Gore, Lavaltrie, Saint-Colomban, Saint-Jérôme et Saint-Placide (dans la couronne Nord), plus celles de Calixa-Lavallée, Contrecoeur, Saint-Jean-Baptiste et Verchères (dans la couronne Sud); 3 838 km²; 3 358 000 h en 2001.

Service inter-agences (SIA/MLS). Service de vente résidentielle qui rend une propriété accessible aux courtiers et agents membres de la Chambre immobilière du Grand Montréal et du Service.

Taux d'activité. $(\text{Population active} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux de chômage. $(\text{Nombre de chômeurs} \div \text{population active}) \times 100$.

Taux d'emploi. $(\text{Emploi} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Ventes au détail. Marchandises et services connexes pour la consommation ménagère ou personnelle, vendus habituellement dans un magasin.

trement, la comparaison ne peut se faire qu'avec le trimestre correspondant de l'année précédente.

Pour des renseignements supplémentaires, communiquer avec Maxime Trottier, Développement économique métropolitain, au (514) 350-2558.

Pour obtenir une copie, visiter le site Internet de la CMM ou écrire à :

Brigitte Cloutier
Communauté métropolitaine de Montréal
1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400
Montréal (Québec) H3A 3L6

Tél.: (514) 350-2565 Fax: (514) 350-2599